

Gerhard Schilling

Vaste soutien du Parlement à l'initiative

Prises de position de quelques parlementaires sur l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille»

Le 1^{er} avril 2010, ce sont plus de 200 000 signatures, récoltées en un temps record pour l'initiative populaire fédérale «Oui à la médecine de famille» et validées, qui ont été remises au Palais fédéral. Ce premier projet d'envergure de «Médecins de famille Suisse» représente une pierre angulaire de l'histoire de la médecine de famille suisse. PrimaryCare a prié quelques parlementaires du Comité de soutien de prendre brièvement position à ce sujet. Il s'est avéré que les médecins de famille jouissent de l'appui sans réserve de leurs patients et de la population, et qu'au Parlement aussi, ils peuvent compter sur un large soutien *dans tous les partis et dans toutes les fractions*. «Médecins de famille Suisse» a ainsi démontré de façon saisissante sa puissance plébiscitaire. Maintenant, c'est la politique qu'il faut mettre en mouvement.

Je n'ai rien contre les médecins spécialistes. Il en faut naturellement aussi dans un pays à haut standing de soins comme la Suisse. Mais l'équilibre entre médecins de famille et spécialistes est complètement parti à la dérive, et jusqu'ici les milieux politiques n'ont pas réussi à corriger le cap. Tous les acteurs intervenant en politique de la santé se neutralisent beaucoup trop entre eux. Il est enfin temps de raffermir le positionnement du médecin de famille à l'entrée du système de soins de base. A moyen et à long terme, c'est la voie la plus efficace et la moins coûteuse pour trouver une issue à l'augmentation perpétuelle des primes d'assurance maladie. Si nous n'y arrivons pas sur le plan législatif, il faudra bien emprunter la voie de l'initiative populaire. Heureux est le pays disposant encore de ce droit.



Maximilian Reimann, conseiller aux États UDC, Gipf-Oberfrick (AG)

La médecine de famille représente l'arête dorsale d'un système de soins efficace, performant et favorable aux patients. C'est pourquoi il faut l'encourager sur tous les plans allant de la formation à la pratique médicale quotidienne, et en améliorer les conditions-cadres qui sont définies par la politique. L'initiative «Oui à la médecine de famille» vise exactement à transformer ces vœux en réalité. Elle veut offrir une médecine de famille accessible à tous, globale et de haute qualité, afin de garantir les meilleures possibilités d'examen et de traitement et d'encourager la relève. En tant que politicienne du système de santé, je suis persuadée qu'il est important et juste de dire oui à la médecine de famille, afin d'assurer les soins de base en tant que service public et de réussir à maîtriser les coûts de la santé.



Jacqueline Fehr, conseillère nationale et vice-présidente du PS Suisse, Winterthur

Ce que nous souhaitons, c'est une médecine de famille efficace, rapidement accessible et de qualité élevée. Le pourcentage de médecins de famille est cependant en constante diminution et leur âge moyen augmente. Le praticien d'un certain âge peine à trouver sa relève, même si son cabinet est bien placé et que sa clientèle est suffisante. Pour des raisons de tracasseries administratives, de réductions tarifaires et de manque de valorisation, le travail indépendant au cabinet médical procure de moins en moins de satisfactions. Dans de telles conditions, les jeunes médecins ne veulent plus devenir des indépendants. Ils sont de moins en moins disposés à prendre un risque entrepreneurial et à travailler de longues heures. Ils demandent un statut d'employés, des horaires de travail réguliers, des vacances payées et une retraite assurée. Cependant, l'étatisation de la médecine serait contreproductive. L'initiative demande d'optimiser la formation des médecins de famille afin que la profession devienne plus attrayante, de rehausser les conditions financières et de simplifier les tâches administratives. C'est pourquoi il faut saluer l'initiative. Et les milieux politiques doivent entrer en action.



Rolf Büttiker, conseiller aux États PLR (SO)



Christophe Darbellay, conseiller national (VS) et président du PDC suisse

En politique de la santé, le PDC exige «la qualité au meilleur prix». Nous avançons vers cet objectif en épaulant les médecins de famille.

Lorsque je deviens malade, je frappe en premier lieu à la porte du médecin de famille. Et en général, je n'ai pas besoin d'examen supplémentaires. Le travail des médecins de famille contribue à limiter les frais au sein du système de santé. Il faut qu'à l'avenir les médecins de famille soient, partout en Suisse, le premier recours en cas de maladie. Hélas, plus le temps passe, moins c'est le cas. Un médecin de famille qui abandonne sa pratique à la campagne pour raison d'âge ne trouve pratiquement plus personne pour le remplacer. Au Parlement pourtant, nous discutons souvent de la diminution du coût de la santé et du modèle du médecin de famille.



Franziska Teuscher, conseillère nationale (BE) et vice-présidente des Verts

Mais dans la réalité il ne se passe pas grand-chose. C'est pourquoi je salue la prise en mains de leur situation par les médecins de famille eux-mêmes. Leur initiative populaire montre le chemin pour assurer les soins de base à long terme. Il faut que le Parlement attaque ce nouveau virage.



En tant que politicienne de la santé, j'ai adhéré au comité de soutien de l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille», parce que je partage les requêtes que comporte cette initiative. Je vais m'engager au Parlement fédéral pour un système de soins médicaux qui fonctionne et qui couvre tout le territoire suisse. A mon avis, il est indiscutable que le positionnement du médecin de famille doit être renforcé. Je me réjouis de voir que grâce à l'initiative, les médecins de famille parlent d'une voix forte, et que le peuple en fasse l'écho. Il reste énormément de choses à faire: dans onze ans, les trois quarts des médecins de famille d'aujourd'hui seront à la retraite et il n'y a pas de relève à l'horizon. Le Parlement fédéral doit résoudre rapidement un grand nombre



Edith Graf-Litscher, conseillère nationale PS (TG), présidente de l'Organisation des patients de Suisse orientale

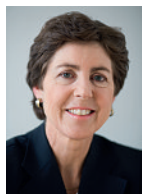
de problèmes en vue de revaloriser le statut de la profession de médecin de famille et d'éviter le goulot d'étranglement dans le système de soins. Pour notre avenir, nous voulons une médecine de famille efficace et économique à la ville comme à la campagne.

Le contact avec son médecin est fort éloigné de toute relation commerciale. Se connaître est la base de la relation de confiance; en cas d'urgence, cette relation procure la sécurité et le calme nécessaire, et diminue les inhibitions et l'angoisse. A mon avis, le modèle du médecin de famille est une sorte de service public, une prestation de service bénéficiant à la société. Cependant nous risquons actuellement de mettre en péril les soins de base. L'initiative est un appel et un signe avertisseur pour nous tous, mais spécialement adressé aux politiciens. Il faut un signal clair pour que surgisse la volonté d'obtenir une médecine de famille couvrant tout le territoire, de la sécuriser et de la promouvoir, de mettre en place les infrastructures adéquates et de rendre à nouveau les conditions attrayantes pour la relève. C'est pourquoi je soutiens avec conviction les requêtes fondamentales de cette initiative.



Werner Messmer, conseiller national PLR (TG)

Les médecins de famille sont de la plus grande importance dans notre système de soins de base. La médecine de famille a besoin d'appui politique et de soutien. C'est pourquoi j'apprécie que le texte élaboré soit équilibré et qu'il retienne les points essentiels au renforcement de la médecine de famille, grâce à l'apport du professeur Heinrich Koller, ancien directeur de l'Office fédéral de la justice.



Kathy Riklin, conseillère nationale PDC Zurich



Ursula Haller, conseillère nationale PBD (BE) Thoune

Le médecin de famille est très apprécié et bienvenu, où qu'il soit et en tous temps. Mais son existence est en péril, car la relève, l'appui politique et la sécurité économique font défaut. Quelle recette contre cette évolution regrettable? L'initiative «Oui à la médecine de famille».

La médecine de famille est un pilier du système de santé suisse. Il menace de s'écrouler. Il faut mettre en œuvre tous les moyens pour la soutenir, car rien ne vaut un réseau de soins ambulatoires en cabinet médical qui couvre tout le territoire du pays. Pour éviter le désastre prévisible, il faut modifier avec détermination et rapidité le cours de la politique de santé. Passez à l'action, Monsieur Burkhalter!



Hans-Jürg Fehr, conseiller national PS, Schaffhouse

Il y a de multiples raisons à mon engagement de longue durée en faveur de la médecine de famille; la principale en est d'œuvrer pour un système de soins de base de haute qualité en faveur des patients et des patientes. Une médecine de famille idéale s'occupe du patient là où il se situe, avec ses capacités, ses déficiences et son environnement social. Grâce aux connaissances sur la situation de vie du patient, le médecin de famille sait reconnaître et traiter les maladies avec plus de précision et de rapidité; de plus, il est en mesure d'adresser le patient à un spécialiste ou de lui apporter un soutien individualisé. La reconnaissance de l'important service que rend la médecine de famille a été reléguée en arrière-plan. Parfois, ce sont les patients eux-mêmes qui l'ont oublié. Les conditions d'exercice, la visibilité et le rehaussement du profil professionnel destiné à séduire la relève ont encore un net besoin d'amélioration.



Erika Ziltener, présidente de l'Organisation faitière des patients de Suisse

En lançant des débats sur la médecine de famille et en mettant en avant la qualité et l'assurance qualité, l'initiative «Oui à la médecine de famille» pourra y contribuer avec force. C'est pourquoi j'appuie l'initiative populaire de toute ma conviction.

Correspondance:
Dr Gerhard Schilling
Chlini Schanz 42
8260 Stein am Rhein
gerhard.schilling@hin.ch